

nous propose était connue des mois avant la convocation de cette conférence à San-Francisco. Le secrétaire d'Etat américain, M. Stettinius, dans un article de plusieurs pages paru dans le numéro de février du *Readers' Digest* nous exposait entre autres choses les propositions de Dumbarton-Oaks. Cet article n'a sûrement pas échappé à tous mes honorables collègues. L'auteur doit être félicité d'avoir exposé de façon aussi populaire certains projets qui seront soumis à la conférence de San-Francisco.

Ces projets n'ont rien de définitif, d'achevé. On sait qu'ils ont déjà subi des modifications. Par exemple, à la conférence de Crimée, les grandes puissances ont répondu à un reproche qu'on leur adressait de garder pour elles-mêmes trop de pouvoirs en apportant un léger changement à la manière de voter au Conseil de sécurité. N'oublions pas que le succès de notre procédé démocratique dépend d'un système de réglementation et d'équilibre. Si les grandes puissances ont déjà consenti une modification, elles pourront aussi sur d'autres points, après des pourparlers et des négociations, restreindre quelque peu leurs prérogatives. Mais la responsabilité doit s'accompagner de la puissance. Si les grands Etats doivent prendre sur eux d'assurer la paix mondiale, ils doivent en même temps faire en sorte que cette paix repose sur une base équitable, que l'intégrité culturelle des peuples soit assurée et que l'ingérence dans les affaires domestiques se limite au strict minimum compatible avec les droits de la majorité.

Les grandes puissances ne peuvent être liées que par leur bon vouloir. Autant vaut en prendre son parti. Rien que je sache ne peut engager les grandes puissances de l'univers si ce n'est la force brutale ou la conscience,—la force, la guerre affrontant peut-être un ensemble d'éléments où puissances, conscience, raison ou volonté de se lier, pourraient avoir un rôle à jouer. Les peuples aujourd'hui peuvent s'estimer chanceux de ce que les principales nations, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la Chine, aient signifié leur consentement à assumer les obligations que comportent les objets et les principes des propositions formulées à Dumbarton-Oaks. Ces nations se disent prêtes à favoriser des relations amicales entre les peuples et à prendre des mesures de plus vaste portée pour renforcer la paix universelle.

Après la conférence de Crimée, les trois chefs, MM. Roosevelt, Churchill et Staline, ont publié la déclaration suivante:

Au cours de notre réunion ici, en Crimée, nous avons réaffirmé notre commune détermination de maintenir et de renforcer, dans la paix à venir, cette unité d'intention et d'action, qui

[Mme Casselman.]

en cette guerre a rendu aux Nations Unies la victoire possible et certaine. Nous voyons là une obligation sacrée de nos gouvernements envers leurs peuples respectifs comme envers les peuples de l'univers.

Dans ces paroles réside notre espoir d'une conscience qui unira les grandes comme les petites puissances dans la réalisation de ce désir qu'ont tous les humains de mettre un terme aux conflits armés. On a dit que si la Société des Nations n'avait pas réussi à prévenir la guerre c'était dû en grande partie à l'absence des Etats-Unis. Voici donc la promesse que les Etats-Unis et les autres grandes puissances collaboreront. Nous craignons bien d'avantage leur politique d'isolement que leur participation aux affaires mondiales. Les méthodes projetées de consultation et de discussion nous donnent de grands espoirs.

Les propositions qu'on nous expose ne constituent pas la solution parfaite que désirent les théoriciens et les idéologues, pas plus que la Grande Charte, la déclaration des droits du citoyen ou la loi d'habeas corpus. Cependant, toutes ces mesures étaient des chartes pratiques et celle qu'on se propose d'adopter doit également l'être. Si nous nous inspirons des principes de la collaboration et du désir de nous comprendre mutuellement, l'organisme projeté deviendra un corps vivant nous garantissant contre les horreurs de la guerre, le désappointement des espoirs irréalisés et les angoisses de l'injustice. Nous devons comprendre que l'établissement d'une puissance internationale entraînera l'abandon de certaines prérogatives nationales, que ces deux mouvements sont solidaires et que leur ajustement parfait peut être long à réaliser. Ne nous opposons pas aux mesures de collaboration sous prétexte que les méthodes ne sont pas parfaites.

En 1943, je citais, en cette enceinte, les paroles suivantes qui ne sont pas moins vraies aujourd'hui qu'elles ne l'étaient alors:

On discute aujourd'hui sous tant d'aspects différents le problème de la paix durable que le grand public est bien exposé à n'y rien comprendre. Si, avant de pouvoir jouir de la paix, il faut garantir un revenu à chaque personne, faire disparaître tout vestige de distinction de race ou de classe, donner son adhésion à des règles auxquelles les humains n'ont pas accoutumé de conformer leur vie, dans ce cas la paix est en vérité une chose bien compliquée et qui ne saurait être atteinte que dans un monde presque parfait.

Il est arrivé que des instruments imparfaits ont permis d'accomplir des merveilles et voilà une réponse assez satisfaisante à ces questions qui déroutent l'univers depuis bien longtemps.

Le Canada devrait-il participer à la formation d'une nouvelle ligue de sécurité? J'affirme que c'est notre désir et notre devoir. Il en va de l'intérêt national suprême. Les nations